



Communiqué de presse De la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT

La commission européenne interpelle la direction d'ArcelorMittal et conforte les analyses et actions des syndicats contre des restructurations injustifiées.

Les multiples initiatives syndicales européennes contre la stratégie de Lakshmi Mittal ont permis la constitution d'un groupe de travail sur la sidérurgie au sein de la Commission Européenne, animé par le Commissaire Européen à l'Industrie, Antonio Tajani.

Une réunion élargie de ce groupe de travail s'est tenue le 12 février Bruxelles, avec la présence de ministres ou secrétaires d'Etat à l'Industrie des principaux pays concernés par la sidérurgie, dont les ministres Montebourg (France), Marcourt (Belgique) et Schneider (Luxembourg), afin de présenter les propositions d'actions pour pérenniser l'activité sidérurgique en Europe, déclarée filière stratégique pour l'industrie européenne.

Conscient des travers de la stratégie du groupe ArcelorMittal, dénoncée par les organisations syndicales mais également par les interventions des ministres Montebourg et Marcourt, M. Tajani s'est adressé au représentant du groupe ArcelorMittal, demandant au groupe de suspendre ses restructurations au moins jusqu'à l'été, tant que les propositions de la Commission Européenne, au service de la compétitivité de la sidérurgie, ne soient pas mises en œuvre.

La direction du groupe a alors rétorqué que le monde politique n'avait pas à interférer dans sa stratégie.

La CGT, la MWB et l'OGBL insistent depuis de longs mois sur la nécessité d'une intervention politique pour stopper cette délocalisation rampante des entités européennes du groupe. Elles approuvent par conséquent ce message adressé par l'Europe politique à la direction d'ArcelorMittal.

Néanmoins, et tenant compte de la réponse provocatrice du groupe, il reste urgent que les gouvernements nationaux, le Parlement Européen et la Commission européenne prennent rapidement des dispositifs concrets pour interférer sur la stratégie du groupe. Les pistes que nous proposons depuis plusieurs mois, appuyées par des expertises, doivent se concrétiser :

- Prise de participation conjointe des Etats dans le capital du groupe, permettant une minorité de blocage et donc un droit de regard sur la stratégie.
- Nationalisation partielle contraignant le groupe à céder les entités viables qu'il souhaite fermer.
- Voire, la création d'un groupe public européen de l'Acier.

De nouveaux droits d'intervention des salariés, au-delà du simple droit à l'information/consultation, et l'exigence de contreparties aux aides publiques relèvent aussi de décisions politiques qui peuvent être mises en œuvre très rapidement.

Reconnaître une filière comme étant stratégique, c'est considérer qu'elle est d'intérêt national et d'intérêt européen.

Un attentisme des Etats et de l'Europe, laissant Lakshmi Mittal démanteler un pan entier de la sidérurgie européenne, avec tous les impacts en cascade sur l'industrie, serait un aveu de faiblesse et de renoncement de la classe politique. Ce renoncement serait incompréhensible alors que la situation de crise aiguë nécessite des interventions politiques « historiques. »

L'appel de la Commission Européenne vient légitimer encore davantage les actions des salariés, partout en Europe, visant à bloquer les restructurations décidées par le groupe.

Les organisations syndicales des différents pays, avec leur fédération européenne de l'industrie, viennent de décider d'une nouvelle journée de mobilisation et de grève, comme cela a été développé le 7 décembre 2011.